



Communiqué du collectif Hôpital-Santé publique-Sud Yvelines du 30/01/2024

Dans l'enfer des couloirs des Urgences...

Lundi 29/01/24, le journal Le Parisien révèle qu'un patient est décédé aux urgences à l'hôpital Mignot au Chesnay. Une soignante effondrée, raconte : « j'ai tiré le rideau, il était mort, tout seul dans son coin ». Faute de places aux Urgences et dans les services en aval, les patients restent trop longtemps sur des brancards, parfois plusieurs jours et dans des conditions indignes. Et cela, alors que les équipes médicales courent dans tous les sens en étant très éprouvées par cette situation délétère.

Au service des Urgences à Hyères dans le Var, un patient décède d'une septicémie après des heures d'agonie dans un couloir. Il appelle sa mère à l'aide mais en vain.

A Lons-le-Saunier, de graves dysfonctionnements, dont un mort aux urgences, inquiètent les patients qui décident de se mobiliser en créant un comité pour exiger des explications et des moyens supplémentaires

Dans les urgences des hôpitaux publics de Mantes-la Jolie, des Mureaux - Meulan, de Poissy et de Rambouillet, la situation est aussi très tendue.

L'engorgement des urgences dépasse le seuil critique qui met en danger la vie des patients.

Pourquoi cette situation ? Il y a deux raisons majeures.

D'abord, l'insuffisance continue de moyens financiers alloués aux hôpitaux, y compris pour 2024. Ainsi les Agences régionales de Santé (ARS) ont demandé aux directions des hôpitaux de supprimer massivement des lits d'hospitalisations. 29 800 lits ont été supprimés sur la période fin 2016-fin 2022, c'est à dire sous la présidence Macron !

Et cela continue. Cela aboutit à ce que les médecins urgentistes n'ont plus de lits hospitaliers pour y orienter les patients qui restent sur des brancards des heures durant voire des jours sans une surveillance suffisante. Le risque vital augmente rapidement dans ces conditions.

Ensuite, la redoutable situation de désert médical partout dans les Yvelines mais aussi ailleurs, aboutit à ce que les Urgences soient occupées par de nombreux patients qui auraient pu être pris en charge par des médecins de ville. Alors qu'il manque cruellement de médecins généralistes, le nombre de médecins formés reste quasiment le même qu'en 1972 alors que la population a augmenté de près de 16 millions de personnes depuis ! Ce n'est pas 12 000 médecins qu'il faut former mais le double voire le triple !

Ce dont a besoin notre hôpital public, c'est d'un investissement massif pour améliorer les conditions d'accueil, pour renforcer les équipes médicales et doter les hôpitaux des moyens médicaux à la hauteur des besoins.

C'est une urgence absolue qui exige des réelles décisions et non des communications trompeuses pour faire illusion. Le monde paysan nous montre le chemin qu'il faut emprunter pour que de réelles solutions soient mises en œuvre !